



Discours d'ouverture du 10^{ème} congrès de la CGT-Culture à Quiberon

Le Centre CCE Cheminots

Avant toute chose, camarades, quelques mots pour saluer l'équipe de ce Centre de vacances si beau, si agréable. Centre du CCE des cheminots dont je tiens à remercier le directeur, Cédric FOURNIER, ainsi que Sylvie ROUET avec laquelle nous avons beaucoup travaillé dans la préparation de ce congrès, et naturellement l'ensemble de l'équipe toujours aussi disponible et accueillante.

Aux camarades de Bretagne

Au nom de tous les délégués, qu'il me soit permis par ailleurs d'adresser mes sentiments les plus fraternels à nos chers camarades de Bretagne, à Johann BOTHUA, Secrétaire de l'UL d'Auray, à Bruno BOTHUA, Secrétaire de l'UD du Morbihan, ainsi qu'à Jean-Pierre ROUET son Adjoint. Salut à nos camarades de Bretagne. Et nul doute qu'ils auront à cœur d'évoquer la situation de cette région au plan social et des luttes. Une terre, la Bretagne, qui peut s'enorgueillir de demeurer fière, singulière et rebelle.

Mes chers Camarades,

C'est pour moi un grand honneur de prendre la parole ici à Quiberon à l'ouverture du 10^{ème} congrès de notre CGT-Culture. C'est aussi une responsabilité importante et une émotion certaine.

Emotion, oui, car le chemin qui m'a conduit jusqu'à ce micro aujourd'hui fut assez délicat et parfois un peu difficile.

10^{ème} congrès, saluer et remercier celles et ceux qui nous ont précédés.

Aussi, que ce 10^{ème} congrès, qui marquera de façon particulière l'histoire de notre organisation, soit l'occasion de saluer chaleureusement toutes celles et tous ceux qui nous ont précédés.

Ce sont eux qui ont fait de la CGT-Culture ce qu'elle est aujourd'hui : c'est-à-dire le 1^{er} syndicat au ministère mais aussi une organisation reconnue et respectée dans le monde de la culture, une organisation en ordre de marche, efficace et tenace sur les dossiers, mais également à l'aise dans le rapport de forces et très combative.

Je souhaite que nous ayons ensemble, pour eux et en direct, une pensée fraternelle, et que nous leur exprimions ainsi toute notre gratitude.

La situation générale, un contexte particulièrement dur

Camarades, sans s'appesantir sur l'histoire politique et sociale de notre pays, sur ses multiples rebondissements et ses affres, il est néanmoins utile et nécessaire, vous en conviendrez, de savoir d'où l'on vient. Et nous devons nous souvenir ensemble que nous revenons de loin après nous être battus 10 années durant contre la destruction programmée du pacte social issu de la libération, contre la casse du service public, et contre une vaste entreprise de marchandisation de la culture.

Nous avons jeté beaucoup de forces dans la bataille qui nous opposait à Nicolas Sarkozy et à son projet ultra-libéral. Nous, la CGT, nous avons largement contribué à la défaite dans les urnes du Président sortant. Faut-il le regretter ? Certes Non ! Nous avons su résister

dignement à sa politique et nous avons su prendre pleinement nos responsabilités le moment venu.

Les français ont sorti Sarkozy du jeu politique, mais, pour autant, le Sarkozysme a-t-il disparu? C'est bien toute la question qui est posée aujourd'hui aux travailleurs, au syndicalisme et au mouvement social dans son ensemble.

Fallait-il flanquer Sarkozy dehors? Oui et c'était une urgence compte tenu de la dérive sectaire, droitière et identitaire à laquelle notre pays était confronté. Nous avons fait ce choix mais nous l'avons fait, souvenez-vous, sur la base de la défense acharnée de nos revendications et du renforcement d'un syndicalisme démocratique et jaloux de son indépendance.

Qu'en est-il à présent de la situation générale en France près d'un an et demi après le « changement », qu'en est-il de la situation en Europe ?

En Europe

Malgré cet incessant matraquage médiatique destiné à nous vendre le modèle allemand après qu'ils nous ont fourgué celui des « faucons » américains et des chantres de l'école de Chicago, chacun voit bien que le système est grippé, vicié, pire mortifère.

Partout les voyants sociaux sont au rouge. Partout les politiques d'austérité et de dérégulation de l'économie font des ravages. Partout les peuples se paupérisent, partout la puissance dominante tente d'étouffer les protestations et d'interdire la révolte. L'Europe de l'argent et des marchés financiers, l'Europe de la pensée unique craque de partout. Il est grand temps pour les travailleurs en Europe, comme ailleurs dans le monde, de s'unir et de créer les conditions d'une transformation radicale.

En France

En France, la situation n'est guère plus reluisante même si les fameux amortisseurs sociaux, que d'aucuns veulent à tout prix supprimer, sont bien sûr utiles. Chômage d'abord, et les chiffres sont astronomiques (plus de 5 millions en vérité), précarité et précarisation ensuite (l'écrasante majorité des embauches se fait en CDD ; le temps partiel imposé progresse), passeport à l'évasion fiscale pour les plus fortunés, pression fiscale sur tous les autres, fiscalité injuste, complaisante et coupable, charges incompressibles en hausse, crise du logement, salaires bloqués et pouvoir d'achat en berne, le tableau est hélas très noir.

Pour ne citer que ces exemples parmi tant d'autres très alarmants : alors que nous sommes dans un pays riche, peut-on accepter que dans certains « quartiers » le chômage touche près de 40% des moins de 25 ans (25% pour l'ensemble de la population) et qu'un enfant sur deux vive sous le seuil de pauvreté.

C'est une génération entière que l'on sacrifie sur l'autel du redressement des comptes publics et des cadeaux sans retour servis aux patrons.

Et l'on s'étonnerait ensuite que la violence progresse et qu'elle frappe, d'abord, notre jeunesse elle-même ? !

Nos camarades retraités qui sont là diront bien mieux que moi le sort que l'on réserve aux Seniors, comme ils disent, lorsqu'ils sont encore en activité, mais aussi aux retraités, souvent montrés du doigt, honteusement culpabilisés, et en vérité de plus en plus concernés par la pauvreté.

Dans ces conditions, peut-on accepter plus longtemps les mauvaises recettes du gouvernement Ayrault ? Peut-on laisser faire ceux qui, arrivés au pouvoir sur la foi d'une aspiration légitime de la population et des électeurs au progrès social, sont en train d'imposer une nouvelle cure d'austérité et d'envoyer tout droit le camion dans le mur ?

Là encore, comme par le passé, quelles que soient les étiquettes politiques et les nuances de couleur, nous devons nous bagarrer contre les mauvais coups portés au monde du travail et plus largement à nos concitoyens. Nous devons reprendre le chemin du combat et pour cela, chers camarades, nous avons un excellent phare et de très bonnes balises : nos revendications

partagées, nos revendications collectives. Pour faire triompher ces revendications, celles des femmes et des hommes que nous représentons, il n'y a aucune hésitation à avoir : il nous faut nous mobiliser et renforcer partout les solidarités et le rapport de forces.

A la Culture

Malgré notre résistance farouche, le ministère de la culture et...de la communication était très mal en point à l'arrivée d'Aurélie Filippetti. A peine la Ministre avait-elle ouvert ses cartons qu'elle s'est alarmée de trouver un ministère « saigné à blanc » par la politique de ses prédécesseurs et notamment par la tristement célèbre RGPP.

Elle avait sacrément raison alors de dire que le ministère était terriblement affaibli et comme traumatisé par la violence de la RGPP. Elle a eu raison de commander à l'IGAC un audit du ministère post-RGPP. On s'est d'ailleurs aperçu à la publication de ce rapport salué par tous que les analyses et les projections à terme de la CGT-Culture étaient parfaitement justes, pertinentes et clairvoyantes.

Beaucoup se sont accordés à dire que la situation sur le front de l'emploi et de la précarité était catastrophique. Beaucoup se sont accordés à dire que le niveau des moyens était si faible qu'il menaçait le cœur des missions et le service public lui-même. Et tous, ou presque, de reconnaître que cela ne pouvait plus continuer comme cela, sauf à envisager le délitement total du ministère et, pour finir, sa dissolution dans le marché à l'appétit toujours aussi féroce et aux dents toujours aussi acérées.

Mais qu'a-t-elle donc fait la Ministre objectivement et concrètement, Madame Filippetti, celle qui a pris la tête d'un ministère qui est resté un ministère de plein exercice uniquement et seulement parce que les agents se sont battus pour cela comme des chiens sous la droite ?

Le budget : en deux ans il aura perdu 6,5%. Triste record ! La ministre aurait fait barrage aux pires arbitrages de Bercy ? Allons bon ! Mais, quand en 2013 le budget baissa de 4,5%, il atteint alors son plus bas niveau depuis 1981 - ironie de l'histoire !

Pour cette fois, 2014, ce sera -2% ; -4,1 pour les patrimoines ; -3,7% pour le soutien à la création et au spectacle vivant. Et toutes les missions ou presque sont concernées... Les industries culturelles, le livre, les médias et l'audiovisuel public n'échappent pas à la règle. France Télévisions perdra 320 millions d'Euros ; l'Institut National de l'Audiovisuel, 21 millions - entre autres...

Les missions du ministère sont cabossées, le travail est abîmé et malade, les agents souffrent ; du côté du spectacle vivant, de la création et des artistes, il en va de même. Cela ne peut plus continuer ainsi.

L'emploi : on ne peut accepter non plus que l'emploi soit sacrifié. Quand l'étiage est déjà au plus bas et que la situation dans les bureaux, dans les ateliers, dans les salles, sur les chantiers ou encore dans les écoles devient insupportable, on ne peut pas accepter que le ministère et ses établissements publics rendent encore 163 ETPT en 2014.

Les établissements publics, autrement appelés les opérateurs, parlons-en : comment vont-ils supporter ou plutôt, comment le ministère va-t-il supporter les « efforts » qui leur sont demandés et les ponctions qui leur sont imposées, alors qu'ils concentrent désormais, parce que les dirigeants successifs l'ont voulu ainsi et personne d'autre qu'eux, qu'ils concentrent donc près de 80% des moyens et des actions du ministère ?! La belle affaire !

Tout cela, chers camarades, ne tient pas la route. Tout cela est pathétique mais aussi surtout très dangereux. Probablement suicidaire politiquement, injuste socialement mais aussi absurde économiquement. Car ceux qui entérinent ou cautionnent ces décisions au nom de l'économie des finances publiques sont ignorants de l'économie de la culture et de ses immenses potentialités de développement, et notamment en matière de développement et de visibilité des territoires. Ils portent la lourde responsabilité d'asphyxier un secteur entier et de détruire des emplois directs et indirects.

Et c'est sur ce terrain miné que la MAP devrait s'appliquer : une forme de RGPP moins brutale mais tout aussi libérale dans ses concepts et sa mise en œuvre. C'est aussi dans ce paysage budgétaire et de l'emploi dévasté que la majorité gouvernementale prétend voter des lois supposées changer la face de la culture et de la création : la loi sur les patrimoines ; la loi sur la création ; la loi de décentralisation. Mais, camarades, si ces lois avaient du souffle et de l'allure, ce qui est loin d'être le cas, comment pourraient-elle se mettre en œuvre ; comment pourraient-elles être respectées, appliquées, quand nous sommes en là de la crise de la culture et des politiques publiques.

Quand on observe cette situation, mes camarades, nous pouvons être fiers de ce que nous avons porté et de ce que nous allons porter demain. Il y a 3 ans, ici même, nous avons adopté une résolution sur la démocratie culturelle et les liens vitaux que nous voulons défendre entre culture, création et monde du travail. Cette résolution devrait cette fois être suivie d'une autre qui va dans le même sens et qui la complète.

Et ce ne sont pas des mots ronflants et faciles au détour de quelques pages vite oubliées à l'issue d'un congrès. Il y a là-dedans, dans ces textes de congrès, les nôtres, la matrice de ce que nous voulons faire ensemble pour la Culture et par la Culture.

Notre force et notre fierté, c'est bien d'affirmer encore et encore que l'édification d'une démocratie culturelle est indissociable de la construction d'une société libre et démocratique. Nous ne brandissons pas l'étendard de la démocratie culturelle par hasard. Nous savons en effet que la culture, les arts, et les œuvres de l'esprit sont essentielles à une société de progrès qui place l'humain au centre et qui privilégie l'émancipation contre l'aliénation et l'asservissement.

La Culture et la Création sont des catalyseurs et des accélérateurs de transformation sociale. Leur pouvoir de subversion et de renouvellement est immense. C'est par là qu'un autre monde est possible.

Voilà ce que nous croyons fondamentalement et que nous allons continuer de proclamer face à un gouvernement qui, manifestement, n'a que faire de la culture, qui manque cruellement d'ambition et d'imagination, et qui de surcroît poursuit un travail de sape.

Nous devons maintenant regarder devant nous, avancer la tête haute, et de toute évidence reprendre le chemin de luttes victorieuses pour la culture. Mais pour ce faire, nous devons aussi prendre un peu le temps d'analyser ce qui nous a fait défaut, de voir là où nous avons pêché, de mesurer et de comprendre. Et nous devons le faire en sachant bien qu'il n'y a rien d'inéluctable et que tout problème a une solution - solution, au demeurant, beaucoup plus facile à trouver lorsqu'on fait le pari de l'intelligence collective.

Des difficultés, des lacunes

Des difficultés, des lacunes, des failles, oui nous en avons, mais nous allons éviter de les cultiver. Nous allons les dépasser en considérant d'abord que l'Union, l'Uspac, est forte de ses syndicats et que ses 8 syndicats sont forts de l'Union qu'ils constituent et de l'osmose qu'ils peuvent réaliser dans et par l'Uspac.

Face à l'adversité, et dans le respect des spécificités de chaque réseau de missions, de chaque profession, nous devons et nous allons être UN . C'est à cette condition que la CGT-Culture, ses militants et ses adhérents ont marqué de leur empreinte l'histoire sociale de ce ministère. Et ce n'est pas prêt de s'arrêter.

Des atouts considérables

Nos atouts, camarades, sont considérables. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder la participation à ce 10^{ème} congrès, les capacités énormes qui se manifestent et les promesses d'avenir qui se dessinent sous nos yeux.

Nous sommes forts de valeurs qui sont inaltérables et qui se perpétuent dans le temps, non pas sous l'effet de je ne sais quel conservatisme, mais parce qu'elles sont le vecteur du progrès et d'un humanisme résolument contemporain.

Nous sommes forts également de revendications élaborées avec et pour les personnels. Ces revendications recueillent une large audience et suscitent a fortiori des attentes importantes. Les résolutions et les fiches revendicatives qui vont être débattues tout au long de cette semaine constituent, si j'ose dire, un capital substantiel que nous sommes parfaitement capables de faire prospérer rapidement.

A priori, tout est là, devant nous, chers camarades.

Alors certes, pour faire échec aux retards d'avenir que nous prépare le gouvernement, il faudra mobiliser et ce n'est pas chose facile.

Mais ne soyons pas frileux.

N'hésitons pas à proposer des rencontres partout, des assemblées générales avec les agents, avec nos collègues là où ils se trouvent, et j'y insiste, à Paris et en régions, sur l'ensemble du territoire. Ne craignons pas de mettre en débat nos propositions, de les enrichir en acceptant aussi les remarques et les critiques qui peuvent s'exprimer. Vous savez comme moi que là où la CGT-Culture est présente, elle est la plupart du temps accueillie très positivement.

Ne soyons pas, ne soyons plus sur la réserve, faisons le plein de confiance et soyons ensemble, résolument offensifs.

La Confédération Générale du Travail, un devenir novateur et révolutionnaire

Nous avons un autre atout majeur, une chance inouïe, c'est d'appartenir à la Confédération Générale du Travail.

Penser confédération générale du travail quand nous élaborons nos revendications et que nous construisons nos luttes, c'est participer avec d'autres salariés, d'autres travailleurs venus de tous les horizons professionnels de l'idée formidable de confédération. Mais, voyons-le bien, cette idée novatrice et révolutionnaire de confédération est une idée encore en devenir.

Il faut persister dans la voie de la confédéralisation car nous devons rassembler les travailleurs pour être plus forts, plus efficaces, pour faire en sorte que la peur change de camp.

A chaque instant, nous devons penser et agir convergences des luttes et solidarité effective du monde du travail par-delà les divisions qui servent toujours les intérêts du patronat et notamment par-delà les divisions public-privé - divisions tout à fait artificielles et qui n'ont pas lieu d'être.

Au plan Fédéral

Camarades, au plan fédéral, nous vivons là encore une période particulière. La CGT, vous le savez, réfléchit depuis plusieurs années à l'évolution de son organisation et en particulier au niveau fédéral.

C'est dans ce cadre que se tiennent à la suite les congrès de l'UGFF (la semaine prochaine à Guidel), celui de la FERC (début décembre).

A notre 9^{ème} congrès, nous avons pris la décision de privilégier la construction d'une grande fédération de la Fonction publique dans l'objectif de rassembler et d'unifier. Il reviendra au congrès de l'UGFF de valider ou non la possibilité de cette évolution majeure que la CGT-Culture a appelé de ses vœux.

Parallèlement à cela, et dans des délais donc très rapprochés, se reposera forcément la question de notre participation à la FERC. Forcément, car nous ne pouvons pas rester orphelins du fédéralisme.

La CGT-Culture ne saurait se replier sur elle-même. Elle doit en permanence jeter des passerelles et créer du lien, mais elle doit le faire en se posant tout le temps, et de façon pragmatique, la question de l'efficacité syndicale et de la viabilité de l'outil retenu pour gagner.

Nous devons aborder la question de la FERC de la façon suivante : par le sens et les concepts essentiels (que signifie le fait de lier éducation, recherche et culture) mais aussi par l'efficience, la pertinence et l'efficacité de l'outil syndical.

L'UGFF et la FERC tiendront donc leur congrès prochainement. Nous ne pouvons donc présumer de rien avant que leurs délégués ne se soient prononcés.

Nos relations avec la Fédération du Spectacle et le Syndicat National des Journalistes (SNJ)

Celui de nos camarades de la Fédération du spectacle s'est tenu, lui, du 23 au 26 septembre dernier. Nous avons répondu à leur invitation et nous avons pu vérifier une nouvelle fois que nous avons beaucoup à voir et beaucoup à faire ensemble.

Culture et Création, j'en ai beaucoup parlé, sont consubstantielles. Nos problèmes, nos questions et nos espoirs sont souvent les mêmes.

Il est donc évident que nous devons renforcer et développer les liens qui nous unissent déjà à nos camarades du spectacle vivant, du théâtre, de la musique, du cinéma, avec les plasticiens.

Il est donc évident que nous devons définir ensemble des espaces réguliers de rencontre et de travail en commun.

Mais, dans MCC, il y a Communication et nous le savons quand nous travaillons comme nous le faisons désormais, notamment, avec nos camarades du SNJ, 1^{er} syndicat de journalistes, au même titre que la Fédération du spectacle est ultra-majoritaire sur son champ.

A ce propos, je vous renvoie au communiqué sur le budget 2014 que nous venons de boucler avec la FD du Spectacle et le SNJ : Une co-élaboration dont nous sommes très heureux.

Les enjeux interprofessionnels, à Paris et en Ile de France MAIS AUSSI EN REGIONS

N'oublions pas non plus, n'oublions jamais nos liens essentiels et incontournables avec l'interpro. Notre implantation à Paris et en IDF explique naturellement notre attachement à l'UD de Paris et à ses UL, mais que ceci surtout ne soit pas exclusif ou la marque d'un syndicalisme ignorant des territoires.

Ici, en Bretagne, j'ai envie de dire retournons sur le terrain, reprenons le chemin du rassemblement, mais n'ayons pas peur des distances et de renverser les barrières.

Nous devons en effet combattre avec la plus grande fermeté ceux qui pensent que la culture s'arrête aux frontières du périphérique parisien et qu'elle appartient à quelques-uns seulement, ceux qui pensent que la culture doit avancer dans le sens du courant dominant et qu'elle doit différencier, exclure, pour, in fine, nier les diversités qui fondent pourtant la richesse et la créativité des sociétés humaines. Nous devons combattre sans ménagement cette conception réactionnaire de la culture et nous devons le faire à Paris, comme dans les régions, et tous les territoires et quartiers.

En avant toute !

Je suis certain, mes chers camarades, que nous allons sortir de ce 10^{ème} congrès plus forts, plein d'ambitions et de possibilités nouvelles. Dès la mi-octobre, nous allons être appelés à porter ensemble les orientations que vous allez finir de bâtir toute cette semaine.

Camarades, nous sommes prêts à aller de l'avant.

Pour la culture, pour le service public, pour nos missions et nos filières, pour l'emploi et les salaires, pour les conditions de travail et contre toutes les discriminations, pour la démocratie et les libertés, en avant toute et tous ensemble !

Je vous souhaite des travaux passionnants et fructueux.

**Vive la Bretagne, Vive le 10^{ème} congrès,
Vive la CGT-Culture et Vive la CGT !**

Quiberon, le 7 octobre 2013